



FLASH INFO

Activité partielle pour personnes vulnérables : retour aux critères antérieurs !

10/15/2020

Coup de tonnerre pour le gouvernement : le juge des référés du Conseil d'Etat suspend les dispositions du décret du 29 août 2020 restreignant les critères de vulnérabilité au covid-19 permettant aux salariés de bénéficier de l'activité partielle « dérogatoire » !

Dans notre **flash info du 30 août dernier**, nous expliquions les modifications apportées par le **décret n° 2020-1098 du 29 août 2020**, au dispositif d'activité partielle pour les personnes vulnérables et celles cohabitant avec elles.

Plusieurs requérants, dont les représentants de la Ligue nationale contre l'obésité, ont sollicité la suspension du décret du 29 août 2020, affirmant que le décret méconnaît l'article 20 de la loi du 25 avril 2020 en ce qu'il

limite indûment la liste des personnes vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation en ce qu'il ne qualifie pas certaines catégories de personnes comme vulnérables (notamment les personnes en situation d'obésité).

En premier lieu, le juge des référés du Conseil d'Etat constate que dans la mesure où la loi du 25 avril 2020 permet expressément au Premier ministre de mettre fin à ce dispositif particulier d'activité partielle s'il estime que la situation ne le justifie plus, le Premier ministre pouvait donc légalement décider que les salariés cohabitant avec une personne vulnérable ne bénéficieraient plus du dispositif d'activité partielle. Sur ce point, les requérants ont donc été déboutés.

Ensuite, le Ministre des Solidarités et de la Santé a défendu les nouveaux critères de vulnérabilité retenus par le décret du 29 août. Ainsi, *« pour justifier la liste plus étroite néanmoins retenue, le ministre des solidarités et de la santé fait état, en premier lieu, d'une étude anglaise publiée le 8 juillet 2020 dans la revue « Nature », à laquelle le Haut conseil de la santé publique s'est d'ailleurs également référé, dont il se borne à communiquer le lien et à reproduire un graphique mettant en relation certains facteurs avec l'estimation du rapport de risque de décès de covid-19 correspondant, sans que cette étude apparaisse cependant de nature à expliquer l'ensemble des choix effectués, notamment le fait que le diabète ou l'obésité n'aient été retenus que lorsqu'ils sont associés chez une personne âgée de plus de 65 ans. Il fait état, en second lieu, sur ce dernier point, des données résultant de l'étude française « Coronado » publiées en ligne le 26 août 2020, laquelle ne formule toutefois à cet égard que des hypothèses renvoyant à des études ultérieures. »*

Le juge des référés, non convaincu par ces arguments, a précisé qu'il incombe au pouvoir réglementaire *« de justifier de critères pertinents au regard de l'objet de la mesure et cohérents entre eux. S'il pouvait à ce titre notamment prendre en compte, comme il le fait valoir, l'évolution de la situation sanitaire et la moindre circulation du virus à la date à laquelle il a pris le décret litigieux, ainsi que le renforcement des mesures de protection des personnes lors de leurs déplacements et sur leur lieu de travail, pour retenir une liste de situations et de pathologies plus étroite que celle résultant du décret du 5 mai 2020, il ne pouvait, ce faisant, en exclure des situations ou pathologies exposant, en l'état des connaissances scientifiques, à un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 équivalent ou supérieur à celui de situations ou pathologies pour lesquelles il a estimé ne pas devoir mettre fin à la mesure. »*

Il est intéressant de noter que le juge administratif semble mettre en balance tant l'évolution des connaissances scientifiques – les études, et leur sérieux, ayant un rôle probatoire notable –, qu'une certaine égalité de traitement entre des personnes atteintes de pathologies très différentes mais ayant un risque de développer une forme grave d'infection au Covid-19.

Par conséquent, le juge des référés du Conseil d'Etat a prononcé la suspension des articles du décret du 29 août 2020 relatifs aux critères de vulnérabilité jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur leur légalité. Dès lors, en l'absence d'une nouvelle décision du Premier ministre, les critères retenus par le précédent décret du 5 mai 2020 s'appliquent à nouveau.

Parallèlement, le ministre des Solidarités et de la Santé a expliqué, durant la conférence de presse de ce jeudi 15 octobre, que la liste des personnes vulnérables était appelée à

« évoluer ». Il est donc très probable qu'un nouveau décret soit pris par le pouvoir réglementaire dans les tous prochains jours... À suivre !

Références :

- **CE, référé, ordonnance du 15 octobre 2020, n° 444425, 444916, 444919, 445029, 445030**
- **Communiqué de presse du Conseil d'Etat du 15 octobre 2020**

Picard avocats

31, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 PARIS
contact@picard-avocats.com
01 84 25 14 70
www.picard-avocats.com

Ce document a une vocation d'information générale et ne saurait constituer une consultation ou un avis juridique. Pour toute information complémentaire, le cabinet Picard avocats reste disponible. Si vous souhaitez recevoir les newsletters du cabinet, envoyez-nous un email à l'adresse contact@picard-avocats.com.

